

p. 3	Remerciements
p. 4	Répertoire des sigles
p. 5	Introduction

Première partie

Le milieu, les raisons et les prémisses de la rénovation forestière

p. 20	I) L'espace méditerranéen : une mer entre des montagnes
p. 21	1) Les données méditerranéennes : unité et diversité
p. 21	1.1 La géographie :
p. 21	1.2 Le climat :
p. 22	a) Les premières perceptions :
p. 22	b) L'importance de la sécheresse :
p. 24	c) Le rythme des précipitations :
p. 26	1.3 La végétation :
p. 26	a) Une "plante guide" des conditions méditerranéennes :
p. 26	b) Des associations végétales caractéristiques :
p. 29	c) L'action des hommes et les forêts de substitution :
p. 31	1.4 Les facteurs topographiques :
p. 31	a) La montagne : un gradin influent :
p. 32	b) L'omniprésence de la pente :
p. 34	2) La région méditerranéenne en France et en Italie et la place de la montagne :

- p. 35 **2.1 Les limites de la région méditerranéenne :**
- p. 35 a) Le découpage phyto-climatique :
- p. 35 a.1) La contrée méditerranéenne en France et en Italie :
- p. 36 a.2) Les contrées de transition :
- p. 39 b) Les facteurs culturels de la différenciation :
- p. 40 c) Une classification administrative :
- p. 41 d) Une limite au carrefour du climat, du relief et de l'occupation humaine :

p. 42 **2.2 La montagne, un élément essentiel du puzzle méditerranéen :**

- p. 42 a) Un pilier de la culture méditerranéenne :
- p. 43 b) Un espace de transition qui se cherche :

p. 46 **II) La décadence forestière du monde méditerranéen : de la crise écologique à la crise économique**

p. 46 **1) Le déboisement : une question de point de vue ?**

p. 47 **1.1 Sur la réalité du déboisement des montagnes : la polémique Mougin-Lenoble :**

- p. 47 a) Le noble : une critique scientifique de la croyance au déboisement :
- p. 49 b) Mougin : le défenseur de la théorie officielle :

p. 51 **1.2 Une description de plus en plus précise de l'histoire du couvert forestier :**

- p. 51 a) L'apport des historiens et des géographes :
- p. 52 b) Le verdict de la palynologie :

p. 53 **1.3 L'ampleur de la déforestation d'après les statistiques :**

- p. 53 a) Une forêt originellement omniprésente en France et en Italie :
- p. 54 b) Un étiage forestier précoce en France ... :
- p. 56 c) ... Et régionalement plus tardif et diffus en Italie :
- p. 58 d) Un déboisement plus marqué en France qu'en Italie :

p. 61 **2) Le déboisement, un facteur de perturbations**

écologiques et économiques :

- p. 61 **2.1 Déboisement et inondations : une relation de cause à effet difficile à établir du XVIII ème au XX ème siècle :**
- p. 61 a) La forêt un élément régulateur du cycle de l'eau :
- p. 64 b) Une opinion communément admise : "c'est la faute au déboisement!" :
- p. 67 c) Les forestiers, les hydrauliciens et les premières observations scientifiques dans la seconde moitié du XIX ème siècle :
- p. 69 d) L'importance des fluctuations climatiques dans la recrudescence des inondations :
-
- p. 72 **2.2 Érosion, ravinements, torrentialité : une atteinte à l'intégrité physique des territoires montagnards et un frein à leur intégration nationale :**
- p. 72 a) Impact du couvert végétal sur l'importance de l'érosion :
- p. 73 b) Érosion massive ou évènements torrentiels?
- p. 74 b.1) Des discours sur un espace méditerranéen en perdition :
- p. 74 b.2) Des aménagements traditionnels de protection cohérents :
- p. 77 b.3) La multiplication des catastrophes :
- p. 79 c) La mise en péril de l'extension des réseaux de communication :
- p. 79 c.1) Des communications routières à la merci des torrents :
- p. 81 c.2) Protéger le réseau ferré avant de l'étendre :
- p. 81 c.3) La précarité des réseaux italiens :
- p. 82 c.4) La torrentialité : une hypothèque sur l'intégration des montagnes à l'ensemble national :
-
- p. 84 **2.3 Le bois : de la base de la vie matérielle à la matière première essentielle, la même pénurie?**
- p. 84 a) Le bois : le nerf de la vie des sociétés contemporaines :
- p. 85 b) La raréfaction des ressources ligneuses à l'époque moderne :
- p. 86 c) Émergence de nouveaux besoins et persistance de la pénurie aux XIX et XX èmes siècles :
- p. 86 c.1) L'incapacité des forêts à satisfaire les besoins nouveaux :
- p. 87 c.2) Un approvisionnement en bois de plus en plus onéreux :
- p. 89 c.3) Le nécessaire ajustement des ressources aux besoins :
-
- p. 92 **3) Les causes du déboisement : boucs émissaires et**

responsables réels :

- p. 92 **3.1 Les conséquences de l'utilisation paysanne de la forêt :**
- p. 93 a) Des pratiques et aménagements paysans adaptés au milieu méditerranéen :
- p. 94 b) un système paysan dépassé par la dynamique démographique :
- p. 97 c) L'agriculture montagnarde face à l'incompréhension des élites :
- p. 97 c.1) La forêt : un espace agricole complémentaire :
- p. 98 c.2) Incompatibilité des pratiques paysannes et de la législation forestière moderne :
- p. 99 c.3) Un discours anti-paysan virulent :
- p. 100 c.4) Des rapports de classes moins virulents en Italie :
-
- p. 102 **3.2 Le rôle de l'État et de l'industrie dans le déboisement:**
- p. 102 a) Les forêts nationales françaises et italiennes : des réserves financières pour l'État :
- p. 103 b) Des incitations agricoles de l'État parfois néfastes aux forêts :
- p. 103 b.1) Les défrichements en France :
- p. 104 b.2) En Italie, la tutelle agraire des forêts à la fin du XIX ème siècle :
- p. 105 c) De prudentes exploitations pour la Marine :
- p. 106 d) Une exploitation industrielle des forêts peu économe des ressources :
-
- p. 108 **3.3 Le déboisement un mal nécessaire dans les sociétés préindustrielles?**

p. 112 **III) La réaction forestière, de la conservation à la restauration des espaces boisés : l'émergence de l'idée de reboisement des montagnes**

- p. 113 **1) La conservation : fondements, formes et limites :**
- p. 114 **1.1 La conservation des espaces forestiers avant la Révolution française et l'Unité italienne :**
- p. 114 a) Jusqu'au XV ème siècle : conserver les bois pour en défendre

l'usage et la productivité :

- p. 115 b) Multiplication des mesures conservatrices des bois à partir du XV^{ème} siècle en France :
- p. 116 b.1) La réaction des communautés :
- p. 116 b.2) L'investissement des États et de l'État :
- p. 117 b.3) L'intérêt des particuliers :
- p. 118 c) En Italie : un besoin de conservation de plus en plus précis :
- p. 118 c.1) Un souci économique :
- p. 119 c.2) Des exigences hydrogéologiques :
- p. 121 c.3) À la veille de l'Unité : un unanime souci de conservation à des fins protectrices :
- p. 122 d) À l'aube du XIX^{ème} siècle : des traditions forestières françaises et italiennes à la fois proches et différentes :

p. 123 **1.2 La mise en place d'un instrument de conservation, le régime forestier :**

- p. 123 a) Des bouleversements socio-politiques qui rendent nécessaires la réformation des codes forestiers :
- p. 124 b) Le code forestier français : remettre l'ordre en forêt et dans le pays :
- p. 125 b.1) Le code de 1827 : restaurer l'ordre ...
- p. 125 b.2) ... Et favoriser la production :
- p. 125 b.2.1) Les modes d'intervention de l'État :
- p. 127 b.2.2) La forêt privée sous contrôle :
- p. 129 c) La loi forestière italienne : une faiblesse originelle lentement réparée :
- p. 129 c.1) L'unification législative forestière : entre l'intérêt hydrogéologique du pays et celui économique de la bourgeoisie terrienne :
- p. 130 c.2) La loi de 1877 : un renoncement forestier :
- p. 131 c.3) Une lente remise en ordre en ordre des affaires forestières :
- p. 132 d) Des dynamiques de conservation décalées mais parallèles en France et en Italie :

p. 133 **1.3 Les limites de la conservation :**

- p. 134 a) La conservation stoppe la décadence sans provoquer la renaissance forestière :
- p. 135 b) La critique des forestiers de la conservation à la française :

p. 136 c) Italie : 1900-1923 : réformer la réforme de 1877 :

p. 139 **2) l'émergence de l'idée de reboisement :**

p. 139 **2.1 La restauration des espaces forestiers par le reboisement pendant l'Ancien Régime :**

- p. 139 a) La culture des arbres une tradition méditerranéenne :
- p. 140 b) L'importante œuvre forestière des religieux :
- p. 140 c) XVI ème-XIX ème siècle : la lente constitution de la doctrine française de restauration :
- p. 142 d) Les plantations agraires des États italiens :

p. 144 **2.2 Esquisse de la politique de reboisement des montagnes en France :**

- p. 144 a) Au début du XIX ème siècle, un peu d'action et beaucoup de réflexion :
- p. 144 a.1) La reconnaissance officielle des méfaits du déboisement :
- p. 144 a.2) Une pratique artisanale des repeuplements :
- p. 145 a.3) L'apport des sociétés savantes dans la connaissance des effets du déboisement :
- p. 147 b) 1800-1850 : les premiers projets de reboisement :
- p. 147 b.1) Les ingénieurs des Ponts-et-Chaussées, la correction des torrents et le reboisement :
- p. 147 b.2) Le projet de Dugied pour les Basses-Alpes :
- p. 149 b.3) L'engagement des grands propriétaires :
- p. 151 c) Le reboisement et l'amélioration des ressources :
- p. 151 c.1) Les vœux des Conseils généraux :
- p. 152 c.2) Le rôle d'Alexandre Surell :
- p. 152 c.2.1) La clarté de son analyse :
- p. 153 c.2.2) Une vision de l'avenir des montagnes méditerranéennes :
- p. 155 c.3) Les convergences de la conjoncture : l'unanimité autour du reboisement :

Deuxième partie

Les administrations et les législations forestières françaises et italiennes

p. 162 **I) L'administration forestière contemporaine en France et en Italie : origines, missions et organisation :**

p. 163 **1) La mise en place des administrations forestières :**

p.164 **1.1 En France, l'Administration forestière contemporaine, un héritage de la Révolution :**

p. 164 a) L'étincelle révolutionnaire :

p. 164 a.1) L'état de sous-administration forestière du sud de la
France :

p. 166 a.2) La remise en cause des maîtrises et l'intrusion paysanne
en forêt :

p. 167 a.3) L'administration forestière, les forêts et le droit
nouveau :

p. 168 b) L'émergence de l'administration forestière contemporaine :

p. 168 b.1) La définition d'une organisation :

p. 170 b.2) La mise entre parenthèse de la nouvelle administration :

p. 171 b.2.1) Des contraintes politiques et militaires :

p. 172 b.2.2) Des contraintes financières :

p. 173 c) 1820 : la re-naissance de l'administration forestière
contemporaine : préserver le présent sans hypothéquer l'avenir :

p. 177 **1.2 En Italie, la mise en place de l'Administration forestière contemporaine : un épisode de l'Unité :**

- p. 177 a) La diversité des racines :
- p. 177 a.1) L'influence française :
- p. 177 a.2) Le leadership piémontais :
- p. 178 b) Une unification administrative graduelle :
- p. 178 b.1) Persistance de la diversité :
- p. 179 b.2) Unifier les attributs :
- p. 180 b.3) L'administration forestière italienne en 1874 :
- p. 181 c) Le poids des contraintes sociales, économiques et politiques de la fin du XIX ème siècle :
- p. 181 c.1) L'effacement de la politique forestière :
- p. 182 c.2) L'effacement de l'administration forestière :
- p. 183 d) Une administration en déshérence 1870-1909 :
- p. 183 d.1) Anarchie et incompétence à tous les niveaux :
- p. 184 d.2) Les germes de la rénovation :
- p. 185 d.3) Sortir du XIX ème siècle pour entrer dans la modernité forestière :

p. 187 **2) L'évolution de l'organisation forestière française et italienne contemporaine :**

p. 187 **2.1 France : l'affirmation du caractère technique dans la seconde moitié du XIX ème siècle :**

- p. 187 a) 1830-1850 : un corps attaqué sur tous les fronts :
- p. 187 a.1) La soumission des communaux et les réactions paysannes :
- p. 188 a.2) Les théories sylvicoles de Nancy et l'opposition des maîtres de forges : l'épisode Legrand :
- p. 189 a.3) 1848 : des économies budgétaires sur le compte de l'administration forestière :
- p. 190 b) La mise en œuvre et l'exploitation du capital humain et réglementaire existant :
- p. 190 b.1) Réaffirmer les finalités techniques et économiques de l'action forestière :
- p. 192 b.2) Diffuser les compétences à l'ensemble du corps par la promotion des forestiers nancéens :
- p. 195 b.3) Après 1850, une ambition forestière favorisée par un pouvoir fort et l'essor économique :
- p. 196 c) Évolution et flexibilité structurelle : les réponses aux besoins de

compétences techniques :

- p. 196 c.1) Une adaptation de l'administration : les commissions de cantonnement et d'aménagement :
- p. 200 c.2) La formation des préposés :
- p. 202 c.3) Les commissions de reboisement : une solution du passé pour une mission d'avenir :
- p. 205 d) La deuxième moitié du XIX ème siècle : un âge d'or forestier :
- p. 205 d.1) Une administration reconnue :
- p. 207 d.2) Une administration qui rayonne et fait référence :
- p. 208 d.3) Les dernières attaques :
- p. 208 d.4) 1887-1914 : une longue période de stabilité et de travail :

p. 211 **2.2 La fin de l'Administration des Eaux et Forêts française :**

- p. 211 a) L'économie du bois et la nécessaire prise en compte des problèmes de la forêt privée :
- p. 211 a.1) Un régime forestier limitant l'activité de l'administration :
- p. 211 a.2) Rationaliser la gestion des forêts privées pour les conserver et assurer la demande en bois : les lois Audiffred et Sérot :
- p. 214 b) Les conflits mondiaux et les ajustements structurels :
- p. 214 b.1) 1917 : l'union des forestiers, des propriétaires et marchands de bois pour assurer l'approvisionnement des armées :
- p. 214 b.2) Une administration meurtrie et vieillie par la Grande Guerre :
- p. 215 b.3) 1940-1947 : l'adjonction de structures parallèles et ses limites :
- p. 216 b.4) Après 1945, la généralisation de la dénomination technicienne :
- p. 219 c) 1950-1964 : une administration ne répondant pas aux exigences du marché :
- p. 219 c.1) Une réforme de la politique forestière :
- p. 220 c.2) L'inadaptation du service forestier à ses nouvelles missions :
- p. 220 c.3) La suppression de la millénaire administration des forêts :

p. 222 **2.3 L'évolution de l'Administration forestière italienne de 1910 à nos jours :**

- p. 222 a) 1910 : la relance de la politique forestière de l'État :
- p. 222 a.1) L'expression des idées :
- p. 223 a.2) Le rôle modèle de l'État :
- p. 225 a.3) La création du Corps forestier royal :
- p. 226 a.4) L'impact de la réorganisation forestière de 1923 sur le Corps :
- p. 227 b) 1926-1943 : l'administration forestière fasciste :
- p. 227 b.1) Les justifications de la militarisation du corps forestier :
- p. 229 b.2) L'organisation de la Milice Nationale Fasciste :
- p. 230 c) La restauration d'un corps civil technique ayant des fonctions policières :
- p. 230 c.1) L'abandon des signes distinctifs fascistes :
- p. 230 c.2) 1948 : la création du Corps forestier de l'État :

p. 235 **3) Entre tradition et modernité, référence militaire et missions nouvelles :**

p. 235 **3.1 Fonction policière et modèle militaire, un aspect fondamental de l'administration forestière :**

- p. 235 a) L'importance et la diversité des références militaires et policières :
- p. 236 a.1) Surveiller et punir : base du service forestier :
- p. 236 a.2) Place aux vétérans de l'armée dans les postes de préposés :
- p. 237 a.3) Structures, modèles et missions militaires et policiers :
- p. 238 a.3.1) Une hiérarchie structurée et contraignante :
- p. 240 a.3.2) L'uniforme : unité et autorité du corps :
- p. 240 a.3.3) Des missions non-forestières d'ordre public :
- p. 242 a.4) Italie : une participation constante des forestiers aux missions de sécurité publique :
- p. 242 a.4.1) Une priorité du régime fasciste :
- p. 244 a.4.2) Un souci réaffirmé de la République italienne :
- p. 245 b) Un rôle policier capital pour l'État et vexatoire pour les ruraux :
- p. 245 b.1) Corps forestier et État : une convergence d'intérêts :
- p. 246 b.2) Une sévérité excessive mal supportée :
- p. 247 c) La participation des forestiers à la défense nationale :

- p. 247 c.1) L'intégration du corps forestier français aux forces armées nationales au XIX ème siècle :
- p. 249 c.2) Les problèmes et ambiguïtés de la militarisation du corps forestier français :
- p. 250 c.3) La place des forestiers français dans les deux conflits mondiaux :
- p. 252 c.4) L'engagement de la Milice forestière italienne dans la Deuxième Guerre Mondiale :

p. 253 **3.2 Permanence du passé et missions nouvelles :**

- p. 254 a) Le forestier, gardien des droits des "générations futures" :
- p. 255 b) Évoluer sans renoncer à l'héritage forestier :
- p. 255 b.1) Persistance des réflexes policiers :
- p. 256 b.2) Conserver avant tout :
- p. 257 b.3) Divergences et convergences de la politique et de la tradition forestière française depuis 1964 :
- p. 257 b.3.1) Un cas de conscience : la création de l'O.N.F. et le rappel des valeurs forestières :
- p. 259 b.3.2) Un souci de l'O.N.F. : ne pas perdre les prérogatives de l'ancienne administration :
- p. 261 b.3.3) La persistance des valeurs de références :
- p. 262 c) Le forestier italien du XX ème siècle : tuteur de la montagne, des forêts et de l'environnement :

p. 266 **II) Les grands axes des législations françaises et italiennes sur le reboisement des montagnes :**

p. 269 **1) Les reboisements de protection en France : une politique spécifique de restauration des terrains de montagne :**

p. 269 **1.1 La genèse de la législation sur les reboisements de protection :**

- p. 270 a) Les Ponts et Chaussées, le génie civil et les inondations :
- p. 271 b) L'entrée du corps forestier et de la forêt dans le débat sur la lutte contre les inondations :

- p. 272 b.1) L'influence des forêts reconnue au niveau local et régional :
- p. 273 b.2) Jusqu'en 1840 : des forestiers en retrait dans le débat mais actifs sur le terrain :
- p. 275 b.3) L'émergence d'une ambition forestière pour la montagne :
- p. 275 b.3.1) Systématiser les mesures conservatoires :
- p. 276 b.3.2) Revendiquer le reboisement des montagnes pour l'administration forestière :
- p. 278 b.3.3) Faire de la montagne le domaine de l'arbre :
- p. 279 c) Une longue et progressive gestation législative :
- p. 279 c.1) La multiplication des projets de loi :
- p. 280 c.2) L'ultime apport des forestiers : la définition des modes d'intervention de l'État :
- p. 282 d) Napoléon III, parrain de la première loi française sur le reboisement des montagnes :
- p. 282 d.1) Des circonstances politiques favorables :
- p. 282 d.2) Le programme de la paix et l'essor économique national :
- p. 284 d.3) Les objectifs ambitieux et limités du Second Empire :
- p. 287 d.4) L'adoption de la loi du 28 juillet 1860 : un exemple d'opportunisme politique et financier :
- p. 288 **1.2 Le reboisement dans la loi du 28 juillet 1860, une fin ou un moyen?**
- p. 288 a) Une loi pour inciter et contraindre au reboisement :
- p. 289 a.1) Contraindre dans l'intérêt général :
- p. 289 a.2) Une priorité favoriser l'action des populations :
- p. 291 a.3) Prédominance de l'arbitraire et des mesures vexatoires :
- p. 291 b) Le reboisement dans la loi du 28 juillet 1860 : une fin ou un moyen?
- p. 293 c) La nécessaire réformation de la loi :
- p. 293 c.1) Les premières critiques et tentatives d'aménagement :
- p. 294 c.2) 1873-1882 : un long débat d'intérêts :
- p. 294 c.2.1) Une administration forestière favorable à un aménagement partiel de la loi de 1860 :
- p. 294 c.2.2) Des sénateurs soucieux de limiter au maximum l'emprise forestière :
- p. 295 c.2.3) Un compromis favorables à toutes les parties :

- p. 296 **1.3 La loi du 4 avril 1882, une redéfinition du champ et des moyens de la restauration des terrains de montagne :**
- p. 296 a) Rendre la montagne aux montagnards :
- p. 296 a.1) Renoncer au reboisement et préserver les pâturages :
- p. 298 a.2) Limiter le champ d'intervention forestier :
- p. 298 b) Des forestiers désavoués en colère :
- p. 301 c) La loi du 16 août 1913 : une révision des objectifs de la loi de 1882 :
- p. 303 **1.4 L'intégration du reboisement a des actions d'aménagement régional :**
- p. 304 a) L'aménagement de la vallée de la Durance :
- p. 304 a.1) Le reboisement un préalable de l'aménagement :
- p. 306 a.2) La faiblesse de l'investissement :
- p. 307 b) L'aménagement de la région Bas-Rhône-Languedoc :
- p. 308 c) Le rôle du reboisement dans la réglementation communautaire européenne :
- p. 308 c.1) Un complément de la politique agricole :
- p. 309 c.2) Une action commune forestière en Méditerranée : le règlement CEE n° 269/79 :
- p. 311 c.3) Les Programmes Intégrés Méditerranéens (P.I.M.) : un instrument de développement régional :
- p. 317 **2) Les reboisements de protection en Italie : un élément de la politique d'aménagement et de développement régional :**
- p. 318 **2.1 Le reboisement, complément nécessaire du régime forestier :**
- p. 318 a) Une double contrainte au XIX^{ème} siècle : protéger la terre en développant l'agriculture :
- p. 318 a.1) Des exemples de législations protectrices à l'époque moderne :
- p. 319 a.2) Après l'Unité : priorité au financement de l'indépendance nationale :
- p. 321 b) Le reboisement dans la loi de 1877 :
- p. 322 b.1) Rendre possible sans imposer : les sociétés de reboisement :
- p. 323 b.2) Une restauration forestière aléatoire dans une loi

fortement critiquée :

- p. 325 c) 1888 : une loi avortée pour provoquer le reboisement :
- p. 325 c.1) L'inefficacité des sociétés de reboisement et l'influence de la R.T.M. française :
- p. 327 c.2) La loi du 1^{er} mars 1888 sur le reboisement : un engagement de l'État :
- p. 328 c.3) Une volonté non appliquée :
- p. 329 d) 1900-1910 : définition d'une politique forestière active de l'État :
- p. 329 d.1) L'apport des congrès forestiers : la loi Luzzatti :
- p. 330 d.2) Les termes nouveaux de la question forestière comparables en France et en Italie :
- p. 331 d.3) L'investissement de la collectivité dans la reforestation :
- p. 333 d.4) Esquisse d'une politique pour la montagne intégrant le reboisement :

p. 334 **2.2 La restauration forestière et la politique pour la montagne au XX^{ème} siècle :**

- p. 334 a) La modernisation et la synthèse de la législation forestière post-unitaire :
- p. 335 a.1) L'aménagement hydro-forestier des bassins de montagne : la loi du 13 juillet 1913 :
- p. 337 a.2) La réorganisation de la législation forestière : la loi du 30 décembre 1923 :
- p. 337 a.2.1) Une rupture avec l'héritage forestier de 1877 :
- p. 338 a.2.2) Une démarche globale confondant les activités forestières et agricoles pour une amélioration des conditions montagnardes :
- p. 340 b) 1923-1933 : La bonification ou l'arbre comme élément de la politique pour la montagne :
- p. 340 b.1) La bonification, une volonté politique :
- p. 341 b.2) La forêt réinsérée dans le paysage :
- p. 342 b.3) L'arbre, un élément du progrès de la montagne :
- p. 343 c) La genèse de la législation actuelle pour la montagne : 1949-1971 :
- p. 343 c.1) Misère montagnarde et chantiers de reboisement : 1947-1949 :
- p. 347 c.2) Mesures en faveur des territoires montagnards : la loi du

25 juillet 1952 :

p. 349 c.3) La spécificité forestière de la politique italienne pour la montagne :

p. 351 **2.3 L'action forestière et l'aménagement et le développement régional :**

p. 351 a) Les lois pour les régions méridionales au début du XX ème siècle :

p. 351 a.1) Un objectif proclamer : créer des ressources financières :

p. 353 a.2) Redéfinir le rôle du couvert forestier et corriger le régime forestier :

p. 356 a.3) La critique des lois régionales :

p. 356 a.3.1) Un modèle pour les forestiers français :

p. 356 a.3.2) La critique politique des méridionalistes :

p. 357 a.3.3) La critique forestière :

p. 358 b) 1950 : l'action pour le Mezzogiorno :

p. 359 b.1) Une synthèse des lois régionales :

p. 361 b.2) La Cassa per il Mezzogiorno :

p. 362 b.3) Les critiques faites à la "Caisse" :

p. 363 c) Un objectif constant : réinsérer la forêt dans le paysage et les structures économiques régionales :

p. 367 **3) La redécouverte de la fonction productrice de la forêt : la législation en faveur des reboisements de production :**

p. 368 **3.1 La place de la production dans la législation forestière en France et en Italie au XIX ème siècle :**

p. 369 a) Les diverses voies de l'accroissement de la production forestière :

p. 369 a.1) Améliorer la réglementation et l'encadrement forestier :

p. 372 a.2) Des prémisses d'expériences de reboisement à des fins spéculatives :

p. 374 b) Le discours sur le rôle économiques des forêts et du reboisement :

p. 374 b.1) Les avertissements des forestiers sur la pénurie de bois d'œuvre :

p. 376 b.2) Les forêts nationales garantes de la production de bois :

p. 376 c) La production dans les préoccupations forestières italiennes :

p. 377 c.1) Un souci réel des législations forestières pré-unitaires :

p. 378 c.2) Après 1877 : l'oubli relatif du rôle productif des forêts :

- p. 380 **3.2 Les mesures en faveur des reboisements de production en France dans la première moitié du XX ème siècle :**
- p. 380 a) État de la réflexion sur la production de bois à la veille de 1914 :
- p. 381 a.1) Étendre le régime forestier aux forêts privées :
- p. 382 a.2) Encourager le reboisement : l'exemple de l'Association Centrale pour l'Aménagement des Montagnes :
- p. 383 a.3) Favoriser le reboisement de la France : adapter la législation sur la R.T.M. :
- p. 384 b) L'influence de la Première Guerre Mondiale dans la structuration de la filière-bois :
- p. 384 b.1) Rationaliser la mobilisation des bois :
- p. 387 b.2) La création de sociétés de reboisement :
- p. 388 c) Multiplication des projets et manque de moyens financiers dans l'Entre-deux-guerres :
- p. 389 c.1) Renchérissement et raréfaction des bois :
- p. 389 c.2) La propagande de l'Association Nationale et Industrielle du Bois (A.N.I.B.) pour le reboisement :
- p. 391 c.3) L'impuissance financière de l'État et l'appel aux collectivités locales :
- p. 392 c.4) La Commission départementale de reboisement de l'Hérault :
- p. 394 d) La reconnaissance des conditions d'une ambitieuse politique de reboisement :
- p. 394 d.1) Créer des ressources : l'exemple de la taxe sur les produits des jeux (1920) :
- p. 395 d.2) Disposer de millions d'hectares de friches agricoles :
- p. 397 d.3) Permettre à l'État de gérer un budget régulier et des surfaces à reboiser :
- p. 399 **3.3 La place de la production dans la législation forestière italienne au XX ème siècle :**
- p. 399 a) Les carences et voies de la production dans la première moitié du XX ème siècle :
- p. 400 a.1) Une production faible et de mauvaise qualité :
- p. 400 a.2) Intensifier la production ou étendre la superficie forestière :
- p. 402 a.3) La production un sous-produit de la législation forestière :

- p. 404 b) L'évolution des conditions socio-économiques et les besoins en bois :
- p. 404 b.1) Changements socio-économiques et libération des terres par l'agriculture :
- p. 405 b.2) Aggravation du déficit commercial forestier :
- p. 407 b.3) Des propositions pour stimuler la production :
- p. 409 c) Depuis 1970, des lois pour accroître la production forestière :
- p. 409 c.1) La loi "Quadrifoglio" du 27 février 1977 :
- p. 409 c.2) Le Projet Spécial n° 24 de la caisse pour le Mezzogiorno :
- p. 411 c.3) Le Plan forestier national de 1986 : reboiser et planter des arbres :

p. 415 **3.4 Le Fonds forestier national français, un instrument au service de la production :**

- p. 415 a) Les projets de relance d'une politique de reboisement de production calqués sur les reboisements de protection entre 1940 et 1946 :
- p. 415 a.1) La critique des législations antérieures :
- p. 416 a.2) La loi sur les secteurs de reboisement du 21 janvier 1942 :
- p. 417 a.3) Des projets chiffrés de plus en plus précisément :
- p. 418 a.4) Les forestiers et la poursuite de l'œuvre entreprise par leurs aînés :
- p. 420 b) La mise en place du Fonds forestier national :
- p. 420 b.1) Le projet du directeur de l'administration forestière, Leloup :
- p. 422 b.2) Rationaliser la filière-bois en la modernisant :
- p. 423 c) Le Fonds forestier national :
- p. 423 c.1) Un mécanisme financier :
- p. 424 c.2) Un instrument d'investissement :
- p. 425 c.3) Une priorité : le reboisement :
- p. 426 d) Une définition de plus en plus pointue des objectifs du F.F.N. :
- p. 426 d.1) 1948-1952 : un effort important mais diffus :
- p. 427 d.2) La définition de zones d'intervention :
- p. 429 d.3) Une relative mise à l'écart du monde méditerranéen :
- p. 431 e) La mise en place de crédits complémentaires au F.F.N. en région méditerranéenne :

Troisième partie

Cent cinquante ans de reboisement : les agents et la loi à l'épreuve du milieu

p. 440 **I) Les reboisements à l'épreuve du milieu :**

p. 442 **1) Le face à face forestier - paysan pour le contrôle de l'espace montagnard :**

p. 442 **1.1 Une législation mise en œuvre sous le sceau de la modération :**

p. 443 a) Une exigence de modération inhérente aux lois :

p. 443 a.1) En Italie les propriétaires gardent l'initiative du
reboisement :

p. 444 a.2) En France : priorité aux reboisements facultatifs dans la
loi de 1860 :

p. 444 a.2.1) L'esprit de la loi : susciter un élan des
propriétaires :

p. 444 a.2.2) L'impulsion des forestiers aux travaux
facultatifs :

p. 446 a.2.3) Reboiser un peu pour ne pas avoir à reboiser
beaucoup : les menaces ou incitations des forestiers à
l'égard des communes :

p. 447 a.3) La loi de 1882 : limiter le reboisement :

p. 448 a.4) Des contraintes budgétaires limitatives :

p. 449 b) Une intervention forestière relativement respectueuse des
contraintes locales :

p. 449 b.1) Ne pas entraver la pratique du pâturage :

p. 450 b.1.1) Ouvrir les forêts au bétail :

p. 451 b.1.2) Les forestiers italiens favorisent l'élevage
familial :

- p. 452 b.1.3) La prise en compte des doléances pastorales dans l'élaboration des périmètres de reboisement :
- p. 453 b.2) Accroître les ressources pastorales en privilégiant le reboisement :
- p. 455 c) Une activité forestière longtemps surévaluée en France :
- p. 455 c.1) Des objectifs assez modestes :
- p. 457 c.2) L'emprise restreinte des périmètres en montagne :
- p. 458 c.3) Des forestiers expropriateurs malgré eux :
- p. 458 c.3.1) Le caractère exceptionnel des expropriations avant 1882 :
- p. 459 c.3.2) La loi de 1882 et l'obligation faite à l'administration d'exproprier les terrains périmétrés :
- p. 460 c.3.3) L'expropriation : une mesure globalement favorable aux propriétaires :

p. 463 **1.2 Le travail constant et opportuniste de l'administration pour la réalisation de son projet forestier pour la montagne :**

- p. 463 a) La mise en avant des impératifs de l'intérêt général :
- p. 464 a.1) Un discours forestier sur les montagnes apocalyptique :
- p. 465 a.2) Un intérêt général qui prime tout :
- p. 466 a.3) Une large interprétation de la notion de "danger né et actuel" :
- p. 468 b) Les périmètres R.T.M. : un moyen d'étendre en montagne l'œuvre restauratrice du code forestier de 1827?
- p. 468 b.1) Des communaux à mieux gérer et restaurer :
- p. 469 b.2) La place des communaux dans les périmètres avant 1882 :
- p. 470 b.3) La place des communaux dans les périmètres après 1882 :
- p. 471 c) La constitution d'un domaine public forestier en montagne : une priorité ou un moyen?
- p. 471 c.1) L'expropriation, un accident de la R.T.M. :
- p. 472 c.2) Les autres voies de la restauration :

p. 474 **1.3 La résistance montagnarde :**

- p. 474 a) Les fondements de l'opposition paysanne :
- p. 474 a.1) La défense de la vocation pastorale des montagnes :
- p. 475 a.2) La préservation du système de production traditionnel :

- p. 478 b) La contestation de la description des forestiers de l'état des montagnes :
- p. 479 c) Les formes de l'opposition paysanne :
- p. 480 c.1) La rareté des actions violentes :
- p. 481 c.2) L'obstructionnisme administratif :
- p. 481 c.2.1) Le refus de coopération des autorités locales :
- p. 482 c.2.2) L'exemple italien des torrents Agna et Vincio (Toscane) :
- p. 484 c.3) Le sabotage des travaux forestiers :
- p. 485 d) Une opposition montagnarde assez contrastée :
- p. 485 d.1) Une opposition ni franche, ni nette :
- p. 486 d.2) L'irréductible opposition pyrénéenne :
- p. 487 d.3) La persistance de la méfiance vis-à-vis des forestiers :

p. 488 **1.4 La demande de sécurité des populations :**

- p. 488 a) Les demandes de protection contre les torrents :
- p. 488 a.1) Les doléances des populations :
- p. 490 a.2) Les demandes d'intervention des collectivités et administrations :
- p. 492 b) Les demandes de constitution de périmètres à des fins économiques :

p. 494 **2) L'ajustement des pratiques forestières aux contraintes économiques et sociales locales :**

p. 496 **2.1 La prise en compte des données de l'agriculture montagnarde méditerranéenne :**

- p. 496 a) Les forestiers face à la question pastorale :
- p. 496 a.1) La reconnaissance du surpâturage ovin :
- p. 497 a.2) Préserver les troupeaux locaux et évincer les transhumants :
- p. 498 a.3) Créer un régime pastoral pour favoriser l'élevage bovin :
- p. 500 b) L'engagement des forestiers pour rénover l'agriculture montagnarde :
- p. 500 b.1) 1860-1870 : l'amélioration des communaux incultes et le gazonnement :
- p. 501 b.2) La notion de vocation des terrains et la modernisation de l'économie montagnarde :

- p. 502 b.3) Les services spéciaux des améliorations pastorales :
- p. 503 c) Les faiblesses des vellétés agricoles des forestiers :
- p. 504 c.1) La non-coopération des montagnards :
- p. 504 c.2) Les difficultés pour passer outre la vieille opposition forestier-paysan :
- p. 505 c.3) Les maladresses de la politique pastorale des forestiers :
- p. 507 d) Les forestiers italiens face à l'agriculture montagnarde :
- p. 507 d.1) La pression démographique et la nécessaire modernisation de l'agriculture :
- p. 508 d.2) Les améliorations pastorales et le reboisement :
- p. 512 d.3) L'impact de la colonisation agraire fasciste sur l'agriculture montagnarde :
- p. 512 e) L'œuvre complémentaire des associations pro-forestières :

2.2 L'intensification des travaux : le recours au génie civil :

- p. 515 a) La doctrine française de correction des torrents :
- p. 515 a.1) Le système de défense de Surell :
- p. 516 a.2) L'apport de Demontzey :
- p. 517 a.3) Un exemple de correction traditionnel : Les "rascassos" cévenols :
- p. 517 b) Place et rôle du génie civil dans la R.T.M. :
- p. 518 b.1) Une démarche imposée par le contexte local :
- p. 519 b.2) Une intensification des travaux contestée :
- p. 519 b.2.1) Les détracteurs français du bétonnage des montagnes :
- p. 520 b.2.2) Inadaptation du génie civil aux conditions hydrogéologiques italiennes :
- p. 522 b.3) Les défenseurs de l'intensification des travaux :
- p. 524 b.4) L'ampleur des travaux de correction :

2.3 La "nationalisation" des terrains en montagne :

- p. 528 a) Fondements et enjeux de la politique d'acquisition en France :
- p. 528 a.1) Jusqu'en 1874, un aspect non prioritaire du reboisement des montagnes :
- p. 530 a.2) Les causes de l'adoption de la politique d'acquisition par l'administration :
- p. 532 a.3) Les bénéfices de la politique d'acquisition pour l'administration forestière :
- p. 535 a.4) Les critiques de la "nationalisation" des terrains en montagne :

- p. 536 b) Une démarche pragmatique et efficace :
- p. 536 b.1) Un prolongement de l'œuvre forestière :
- p. 538 b.2) La révision des périmètres de reboisement en 1882 :
- p. 541 b.3) Le rythme des acquisitions de terrains :
- p. 544 b.4) Influence de la "nationalisation" des terrains sur les montagnards :
- p. 544 b.4.1) L'acquisition de terrains et l'exode rural :
- p. 547 b.4.2) La vente des terrains en montagne : une seconde chance pour les montagnards ?
- p. 549 b.5) Un épisode essentiel de la constitution du domaine forestier national :
- p. 551 c) La constitution du domaine forestier national italien :
- p. 556 **2.4 De nouvelles voies de développement : agriculture, industrie et tourisme :**
- p. 556 a) L'impact potentiel des forestiers sur l'aménagement des territoires montagnards :
- p. 556 a.1) L'inéluctable dépérisement économique et démographique des hautes terres :
- p. 557 a.2) Le forestier : homme ressource de l'aménagement des montagnes :
- p. 560 b) La montagne forestière et industrielle :
- p. 560 b.1) Faire une place au bois et à la forêt en montagne :
- p. 560 b.1.1) Des bois de valeur pour l'industrie :
- p. 562 b.1.2) Inscrire la forêt dans l'espace :
- p. 563 b.2) L'activité forestière support de l'économie montagnarde :
- p. 564 b.2.1) Une activité forestière complémentaire de l'activité agricole :
- p. 565 b.2.2) Les potentialités de la filière-bois en terme d'emplois :
- p. 566 b.3) Une filière-bois italienne fragile mais pleine de promesses :
- p. 569 b.4) La houille blanche : un potentiel simplement évoqué par les forestiers :
- p. 569 b.4.1) Un moyen pour les forestiers français d'évoquer la reconversion industrielle des agriculteurs :
- p. 571 b.4.2) Une collaboration inachevée entre

hydroélectriciens et forestiers italiens :

- p. 573
 - p. 573
 - p. 576
 - p. 577
 - p. 578
 - p. 579
- c) Les voies de développement du tourisme :
 - c.1) Ouvrir la forêt et la montagne : le rôle des routes forestières :
 - c.2) Les projets touristiques forestiers de la première moitié du XX ème siècle :
 - c.3) La forêt et la civilisation urbaine :
 - c.4) Les loisirs et le tourisme : éléments du tryptique forestier :
 - d) L'administration forestière et le tourisme en Italie :

p. 583 **II) Les facteurs de la réussite de l'œuvre de reboisement**

p. 583 **1) L'influence des hommes dans le reboisement des montagnes : le cas de la France :**

p. 584 **1.1 Forestiers sociaux et forestiers étatistes : des idées et des forestiers :**

p. 585 a) Les conceptions étatistes du corps forestier :

p. 587 b) Des forestiers sociaux prolifiques et militants :

p. 588 b.1) Calvet :

p. 589 b.2) Briot, de la théorie et de la pratique :

p. 590 b.3) L.A. Fabre, la passion au service des montagnes :

p. 591 b.4) Les forestiers sociaux "défenseurs des populations de montagne" :

p. 592 c) Une alchimie subtile des préoccupations étatistes et sociales au sein de l'administration :

p. 593 c.1) Des forestiers étatistes très sociaux :

p. 593 c.2) Les attentions de l'administration pour l'agriculture :

p. 595 c.3) Une distinction difficile à établir entre courant étatiste et social :

p. 596 **1.2 Une direction nationale et des déviations régionales : le cas des Cévennes :**

p. 596 a) Les sources de l'exemplarité cévenole : une application magistrale du projet forestier pour la montagne :

p. 596 a.1) Une œuvre modèle reconnue :

p. 597 a.2) Une interprétation ambitieuse de la loi :

p. 598 a.2.1) L'opportunisme patrimonial des forestiers :

p. 599 a.2.2) Des conditions hydriques particulières :

p. 600 a.3) La continuité du service et la personnalité de Georges Fabre :

p. 601 a.4) L'insertion et l'impact de l'action forestière dans la vie de la montagne :

p. 603 b) Le reboisement de l'Aigoual : une expression de la politique nationale de R.T.M. :

p. 605 **1.3 Le poids des hommes dans le reboisement : le cas des**

particuliers et des communes :

- p. 605 a) Le reboisement du Ventoux et la famille Eymard :
- p. 605 a.1) Les projets forestiers de MM Eymard, père et fils, pour les communaux de Bédoin :
- p. 606 a.2) La loi de 1860, support d'une volonté forstière originale :
- p. 607 a.3) L'opposition des administrés au projet du maire :
- p. 609 b) L'investissement des particuliers dans le reboisement :
- p. 609 b.1) La forêt de la Courbatière et la famille Pallot :
- p. 610 b.2) Des stratégies et motivations comparables à celles de l'administration :
- p. 611 b.3) Des particuliers qui intègrent et renouvellent les valeurs de la tradition forestière :

p. 616 **2) Une évolution socio-économique favorable aux forestiers et à la forêt dans la deuxième moitié du XX^{ème} siècle :**

p. 617 **2.1 Exode rural, déprise agraire et reconquête forestière en montagne à l'époque contemporaine :**

- p. 617 a) Le mouvement de dépopulation des montagnes :
- p. 617 a.1) Les étapes et modalités de l'exode rural en France :
- p. 619 a.2) En Italie : un exode ancien et régulier que masque pendant longtemps la dynamique démographique :
- p. 622 b) Recul des activités agricoles et reconquête forestière :
- p. 622 b.1) Le développement simultané de la déprise et de la reconquête en France :
- p. 624 b.2) Italie : un abandon des superficies agricoles plus nuancé qu'en France :
- p. 627 c) L'essor de la couverture forestière méditerranéenne française :

p. 629 **2.2 De nouveaux statuts pour le reboisement :**

- p. 630 a) De l'utilité du reboisement face à la déprise agraire et aux friches :
- p. 631 a.1) Le développement des friches agricoles en France et en Italie au XX^{ème} siècle :
- p. 632 a.2) Préserver l'accès des hommes au paysage :
- p. 634 a.3) Accroître la production ligneuse :
- p. 636 b) De l'utilité du reboisement dans l'économie des populations

rurales :

- p. 636 b.1) L'activité forestière : un mode de reconversion professionnel : l'exemple du village de Cassagnoles (Hérault) :
- p. 638 b.2) Un rôle plus complémentaire que principal :
- p. 639 b.3) La voie de la forêt paysanne :
- p. 639 b.3.1) Mobiliser toutes les ressources de la montagne :
- p. 640 b.3.2) L'association autorisée pour l'aménagement forestier, agricole et pastoral de St Julien-de-la-Nef (Gard) :

p. 643 **2.3 Adhésion au reboisement et persistance d'une opposition à l'intervention forestière :**

- p. 643 a) Les conditions de l'adhésion des propriétaires en France :
- p. 643 a.1) La fin des conflits d'intérêts :
- p. 644 a.2) Absence d'intérêt et indifférence vis-à-vis du reboisement :
- p. 646 a.3) Des interventions publiques soutenant l'intérêt des propriétaires :
- p. 648 b) Manque d'attractivité des mesures en faveur du reboisement en Italie :
- p. 651 c) Les fondements de l'opposition au reboisement dans la 2^{ème} moitié du XX^{ème} siècle :
- p. 651 c.1) La persistance de l'opposition traditionnelle :
- p. 652 c.2) La peur de la forêt conquérante :
- p. 654 c.3) L'opposition "écologiste" :
- p. 654 c.3.1) L'opposition des forestiers à la logique productiviste de l'O.N.F. :
- p. 655 c.3.2) L'opposition des écologistes à l'enrésinement :
- p. 656 c.3.3) La préservation de la diversité des paysages et de la biodiversité :

p. 664 **III) Un siècle de reboisement : bilan et perspectives**

p. 666 **1) De la coercition et de l'incitation en matière de reboisement :**

p. 667 **1.1 Coercition : quelle efficacité en terme de reboisement ?**

- p. 667 a) De la nature coercitive des lois sur le reboisement :
- p. 668 a.1) Des lois coercitives par défaut :
- p. 670 a.2) Les modalités de la coercition :
- p. 671 b) Pour un bilan quantitatif incomplet :
- p. 672 b.1) Les bases de références de l'évaluation de l'activité forestière :
- p. 674 b.2) L'ampleur des reboisements exécutés sous le coup de la loi de 1860 :
- p. 677 b.3) Le bilan quantitatif de la loi de 1882 au début du XX ème siècle :
- p. 678 c) Une évaluation qualitative de l'action forestière :
- p. 679 c.1) L'élargissement des compétences et de la présence forestière dans la région méditerranéenne :
- p. 683 c.2) L'élargissement du doamine de compétence forestier en montagne : une conséquence ou une justification des législations de 1860 et 1882?
- p. 686 c.3) La réussite du projet forestier pour la montagne :
- p. 689 c.4) Un effet positif : défricher la voie des reboisements du XX ème siècle :
- p. 693 d) Les résultats des travaux réalisés entre 1860 et 1914 en Italie :
- p. 694 **1.2 Bilan de la démarche incitative jusqu'en 1950 :**
- p. 694 a) Des avancées plus qualitatives que quantitatives entre 1920 et 1940 en France :
- p. 694 a.1) La prise en considération des forêts privées par la politique forestière :
- p. 696 a.2) L'affirmation des caractères primordiaux de la politique forestière contemporaine :
- p. 696 a.3) Une évaluation quantitative des réalisations difficile :
- p. 697 a.4) L'exemple de l'activité de la Commission départementale de reboisement de l'Hérault :
- p. 698 b) Le bilan de la politique de reboisement du Royaume italien 1867-1940 :
- p. 699 b.1) L'ampleur des superficies reboisées :
- p. 699 b.2) L'impact du régime fasciste sur l'accroissement quantitatif des reboisements :
- p. 700 b.3) Une répartition géographique des reboisements relativement homogène :
- p. 704 b.4) Une certaine faiblesse des reboisements artificiels :

p. 706 **1.3 L'essor des reboisements de production dans la seconde moitié du XX ème siècle :**

p. 707 a) Part de la région méditerranéenne dans l'effort de reforestation en France :

p. 707 a.1) La faiblesse relative de l'investissement du F.F.N. sur l'ensemble de la région méditerranéenne :

p. 710 a.2) Un fort investissement du F.F.N. dans les montagnes méditerranéennes :

p. 713 b) L'effort de reboisement français et italien par rapport aux reboisements réalisés par les membres de la C.E.E. entre 1959 et 1966 :

p. 717 c) Les reboisements financés par la C.E.E. :

p. 720 **1.4 L'accroissement forestier en France et en Italie à l'époque contemporaine : une forte pression humaine et naturelle :**

p. 721 a) L'accroissement forestier français : un phénomène méridional :

p. 724 b) Italie : une dynamique assez proche en proportion de la situation française :

p. 728 **2) Impact du reboisement et de l'intervention forestière sur les montagnes méditerranéennes :**

p. 728 **2.1 L'impact du reboisement sur le milieu :**

p. 729 a) Le recueil des données sur l'influence du reboisement sur les cours d'eau par l'administration forestière :

p. 730 b) La comparaison des situations avant et après le reboisement :

p. 733 c) L'influence écologique de la reforestation :

p. 734 **2.2) L'impact du reboisement sur l'économie et la société montagnarde :**

p. 734 a) Les reboisements des montagnes méditerranéennes ont-ils une valeur économique?

p. 734 a.1) La forêt, une culture adaptée au monde méditerranéen?

p. 735 a.2) Une production forestière faible dans l'ensemble mais remarquable en certains points :

p. 738 b) Le reboisement et l'économie montagnarde :

p. 738 b.1) Un apport financier certain durant la phase de réalisation des travaux :

p. 739	b.2) L'influence des forêts créées sur l'économie traditionnelle :
p. 742	b.3) L'impact de la forêt sur le budget des communes :
p. 744	b.4) L'impact de la reforestation sur les populations et leurs activités à long terme :
p. 745	c) Le reboisement : un bien ou un mal pour la montagne?
p. 745	c.1) Une description longtemps négative de la reforestation et de ses effets :
p. 748	c.2) Non concordance de l'intervention forestière et des étapes de la décadence de la société traditionnelle méditerranéenne :
p. 749	c.3) La décadence de la société rurale traditionnelle : un phénomène qui dépasse l'activité des forestiers en montagne :
p. 751	c.4) Le reboisement : une cause d'amélioration des conditions écologiques et économiques :

p. 754 **3) L'avenir des actions de reforestation :**

p. 762 **Conclusion**

p. 791 Sources et bibliographie

p. 854 **Annexes**

p. 955 Table des graphiques

p. 958 Table des tableaux

p. 959 Table des cartes

p. 962 Table des matières